

Crasc d'Oran : Séminaire sur les enjeux de la mémoire de la colonisation



DJAMEL BENACHOUR 11 FÉVRIER 2021 À 9 H 24 MIN 962

Un séminaire intitulé «Les enjeux de la mémoire de la colonisation en Algérie aujourd'hui» a eu lieu lundi au Crasc d'Oran.

Cette manifestation a coïncidé de fait avec deux actualités prises en compte dans les débats et que sont la commémoration des événements de Sakiet Sidi Youcef mais surtout la remise par Benjamin Stora, côté français, de son rapport sur «Les mémoires de la colonisation et de la guerre d'Algérie». Un autre rapport côté algérien est également prévu dans ce contexte-là et devra être remis par Abdelmadjid Chikhi, conseiller chargé de la mémoire auprès de la Présidence.

Pour situer les choses, l'historien Amar Mohand Amer, modérateur de la rencontre, a indiqué que le séminaire était prévu en 2020 mais qu'il a été retardé pour cause de pandémie.

Aujourd'hui encore, la liste des intervenants a été réduite car la situation sanitaire ne permet toujours pas d'organiser un colloque d'envergure autour d'un thème qui, indique-t-il, ne finit pas de susciter de l'ébullition (guerre des mémoires) avec des stigmates de la colonisation qui sont toujours là et qui continuent de peser. Effectivement, le tour de table des intervenants présents a montré que pour ce qui est la recherche académique qui fait le distinguo entre histoire et mémoire, énormément de pistes restent encore à explorer. Ainsi, pour rester dans l'actualité, à titre illustratif, Fouad soufi s'est soucié du fait que les historiens n'aient pas écrit sur les événements de Sakiet Sidi Youcef (village frontalier tunisien bombardé par l'aviation française en 1958 durant la guerre d'Indépendance algérienne).

«Heureusement qu'il y a les médias, notamment la radio et la télévision pour le rappeler chaque année, mais il est intéressant de savoir quelles ont été les conséquences historiques de cet événement», a-t-il indiqué. Pour ce qui est de l'autre aspect de l'actualité lié au «rapport Stora», la différence d'approche entre l'Algérie et la France a été soulignée en précisant qu'Abdelmadjid Chikhi, contrairement à Benjamin Stora, n'a pas le statut d'historien même s'il s'intéresse beaucoup à la question.

Quoiqu'il en soit, son rapport est attendu avec autant d'intérêt. L'un des participants, M. Mehdi, qui devait intervenir sur la période 1912, 1919 et les avantages acquis par les caïds dans le contexte de «recrutement forcé» des Algériens pour participer à la Première Guerre mondiale s'est posé la question du timing lié à la remise de ce rapport.

Sadek Benkada, qui a abordé la difficulté d'accès aux archives en Algérie, s'est également interrogé sur le timing concernant la commande de ce rapport. Celui-ci soutient néanmoins que la mémoire est une affaire de tous. «*Le dossier relatif à la mémoire commune, qu'il soit en désaccord ou en accord a toujours une influence sur la société*», assure également Halima Moulay évoquant par ailleurs la subsistance de tabous dans le choix de sujets de recherche.

M. Bendaoud, de l'université de Tlemcen, qui s'oppose à une approche populiste dans le traitement de la mémoire en privilégiant la recomposition des événements et des faits de manière scientifique a indiqué que Benjamin Stora, qu'il a rencontré lors d'un colloque sur les événements du 8 mai 1945, était conscient qu'*«en politique les choses avancent graduellement, étape par étape»*.

Belkacem Benzenine évoque pour sa part la problématique de la mémoire sélective et privilégie une approche pluridisciplinaire avec notamment la contribution de politologues qui peuvent «*déterminer de quelle manière on fait usage de l'histoire*». Intervenant en tant que chercheur sur les aspects théoriques liés aux politiques de la mémoire, le directeur du Crasc, Djillali El Mestari, a indiqué que l'année 2021 sera celle de la mémoire.